141 DISTRICTS DE COLMAR ET SCHLESTADT RÉUNIS À COLMAR

7 députés

CLERGÉ

PINELLE Marin

Curé de Hilsensheim

Vota avec la droite et dénonça les violences de la population Franc-Comtoise. Était attaché à l'ancien régime et défavorable à la suppression des maisons religieuses d'Alsace.

ANDLAU Benoît-Antoine-Frédéric, baron d'

(1761 - 1839)

Prince et abbé de Murbach

Après avoir été enclin à adhérer aux idées du tiers état, il rejoignit rapidement son ordre. Se plaignit de la suppression des maisons religieuses d'Alsace par l'Assemblée et du décret par lequel elle admettait la liberté de conscience pour toutes les religions.

NOBLESSE

BROGLIE Charles-Louis-Victor, prince de

(1756 - 1794)

Officier des armées du roi

Il servit aux États-Unis pendant la guerre d'indépendance. Se rallia rapidement au tiers état et vota souvent avec la majorité. Président de l'Assemblée nationale du 14 août au 31 août 1791. Après la Constituante, il reprit du service comme maréchal de camp, fut envoyé à l'armée du Rhin, mais démissionna le 10 août 1792, refusant de reconnaître le décret de déchéance porté contre le roi. Condamné à mort le 26 juin 1794, il fut guillotiné le lendemain à Paris.

FLACHSLANDEN Jean-François-Henri, baron de

(1734 - 1797)

Maréchal de camp des armées du roi

Siègea à droite et fut le défenseur de l'ancien régime. Mourut en émigration.

DISTRICTS DE COLMAR ET SCHLESTADT RÉUNIS À COLMAR

7 députés

TIERS ÉTAT

HERRMAN François-Antoine

(mort en 1790)
Procureur général au Conseil souverain d'Alsace

Il eut un rôle parlementaire effacé.

REWBELL Jean-François

(1747 - 1807)
Avocat au Conseil souverain d'Alsace

Elu aux États-Généraux le 2 avril 1789, il fut par la suite membre de la Convention, député au Conseil des Cinq-Cents et au Conseil des Anciens, puis membre du Directoire. Adversaire de l'ancien régime, il dénonça les complots royalistes et combattit la féodalité. Prit la parole sur de nombreux sujets, présenta de nombreuses motions et défendit la déclaration des Droits en août 1789. Devint président de l'Assemblée le 5 mai 1791. Après le 9 thermidor, il se prononça contre les Jacobins et inclina vers la partie modérée de la Convention. Le coup d'État du 18 brumaire le rendit à la vie privée.

KAUFFMANN Joseph-Louis

(1740 - 1799)
Prévôt de Matzenheim

Membre obscur de l'Assemblée. Élu en l'an IV au Conseil des Anciens par le département du Bas-Rhin.

SUPPLÉANT AYANT SIÉGÉ

TIERS ÉTAT

ALBERT Jean-Bernard

(1739 - 1807)
Avocat à Colmar

Appelé à siéger à l'Assemblée constituante le 27 octobre 1790 par suite du décès de Herrmann. Il fut ultérieurement membre de la Convention, député aux Cinq-Cents puis aux Anciens et au Corps Législatif du Premier Empire. Ami de Rewbell, il opina pour la réclusion du roi jusqu'à la paix et, après sa condamnation à mort, pour un sursis à l'exécution du jugement.

142 DISTRICTS DE BELFORT ET HUNINGUE RÉUNIS À BELFORT

7 députés

CLERGÉ

ROSÉ Jean-François-Charles

Curé de Steinbrünn-le-Haut

Emigra après la Constituante où il ne se fit pas remarquer.

GOBEL Jean-Baptiste-Joseph

(1727 - 1794)

Evêque de Lydda, suffragant du diocèse de Bâle pour la partie française

Prit la parole en faveur de la liberté des cultes. Prêta serment le 3 janvier 1791 et fut nommé évêque de Paris. Le 17 brumaire an II, il renonça aux fonctions épiscopales. Bien que défendu par l'abbé Grégoire, il fut accusé d'athéïsme. Condamné à mort par le tribunal révolutionnaire, il est exécuté à Paris le 12 avril 1794.

NOBLESSE

MONTJOYE-VAUFREY François-Ferdinand-Fidèle-Hamann, comte de

Demanda un congé le 18 juin 1790 et ne siègea plus par la suite. Émigra en Suisse sous la Terreur.

LANDENBERG-WAGENBOURG, Jean-Baptiste-Marie-Eusèbe HERMANN, baron de

(1753 - 1821)

Magistrat à Soultzmâtt

Combattit le projet relatif aux assignats et protesta contre l'abolition des titres de noblesse.

DISTRICTS DE BELFORT ET HUNINGUE RÉUNIS À BELFORT

142

7 députés

TIERS ÉTAT

PFLIEGER Jean-Adam

(1744 - 1801)
Cultivateur

Elu aux États-Généraux le 4 avril 1789, il fut par la suite membre de la Convention et député au Conseil des Cinq-Cents. Prêta le serment du Jeu de Paume. Vota avec la majorité sous la Constituante. Vota ensuite la mort du roi.

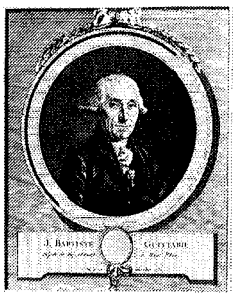
LAVIE Marc-David

(1737 - 1793)
Médecin à Belfort

Vota avec la majorité.

GUITTARD Jean-Baptiste

(né en 1737)
Ancien officier des armées du roi



Elu aux États-Généraux le 4 avril 1789, il fut par la suite membre de la Convention puis député au Conseil des Anciens et au Conseil des Cinq-Cents. Vota avec la majorité.

143 DISTRICTS DE HAGUENAU ET WISSEMBOURG RÉUNIS À HAGUENAU

6 députés

CLERGÉ

EYMAR de WALCHRÉTIEN, Jean-François-Ange d'

(né en 1741)
Abbé commendataire de Neuviller

Défenseur ardent des privilèges du clergé. Opposé à la réunion des trois ordres. Adversaire de la déclaration des Droits. Demanda que la religion catholique soit proclamée "religion de l'Etat". Démissionna le 30 novembre 1790 et émigra.

ROHAN-GUÉMÉNÉE Louis-René-Edouard, prince de

(1734 - 1803)
Cardinal en 1778, évêque de Strasbourg en 1779

Joua un grand rôle dans l'affaire du collier de la reine et fut incarcéré à la Bastille puis acquitté. Sous la Constituante, protesta contre la constitution civile du clergé et contre le décret concernant les biens du clergé. Démissionna en août 1790 et passa dans la partie de son diocèse située sur la rive droite du Rhin.

NOBLESSE

ANDLAU de HOMBOURG, Frédéric-Antoine-Marc d'

(1736 - 1820)
Maréchal de camp

Bien qu'ayant rejoint le Tiers, il eut un rôle très effacé. Lieutenant-général en 1816.

RATHSAMHAUSEN Christophe-Philippe, baron de

(né en 1736)
Colonel d'infanterie

Protesta, après le 4 août, contre l'abolition des privilèges. Démissionna le 13 septembre 1789. Nommé maréchal de camp en 1816.

DISTRICTS DE HAGUENAU ET WISSEMBOURG RÉUNIS À HAGUENAU

143

6 députés

TIERS ÉTAT

FLACHSLANDEN Jean-Baptiste-Antoine, baron de

(né en 1739)

Adjoint au directoire de la noblesse de Basse-Alsace

Fit partie de la minorité. Protesta contre les décisions de l'Assemblée relatives aux biens ecclésiastiques. Émigra et se rendit auprès de Louis XVIII dont il devint chancelier.

HELL, François-Antoine-Joseph de

(1731 - 1794)

Procureur-syndic des états d'Alsace, bailli de Landser et chevalier du Saint-Empire

Bien que partisan de la Révolution, il fut arrêté comme suspect pendant la Terreur et condamné en même temps que Malesherbes et exécuté à Paris le 22 avril 1794.

144 VILLE DE METZ

1 député

TIERS ÉTAT

MAUJEAN Pierre

Seigneur de Labry, maître-échevin de Metz, chef de police, président des trois ordres de la ville, procureur-syndic de l'assemblée provinciale

Son élection a été annulée le 11 juillet 1789.

SUPPLÉANT AYANT SIÉGÉ

TIERS ÉTAT

ROEDERER Pierre-Louis

(1754 - 1835)

Conseiller au Parlement

Elu après l'invalidation de Pierre Maujean. Admirateur de Rousseau, il contribua avec talent et éloquence à toutes les décisions importantes de l'Assemblée, notamment en matière financière. Fut également l'un des premiers à réclamer la liberté de la presse, la suppression des titres, distinctions, corporations et jurandes, et ordres religieux. Rédigea le 31 mai 1791 le mode d'emploi d'un instrument nouveau : *L'instruction sur la manière de se servir de la guillotine.* Hostile à la prolifération des mouvements populaires, il fut dénoncé comme contre-révolutionnaire. Tenta de protéger le roi, mais dut se cacher après la chute des Girondins (mai-juin 1793) jusqu'à la chute de Robespierre. Rentré définitivement en grâce après le 18 brumaire, il connut alors une brillante carrière sous le Consulat et l'Empire, devenant comte d'Empire et pair de France sous les Cent-Jours. Éliminé de toutes ses fonctions à la Restauration, il revint à la Chambre des Pairs en 1832.

BAILLIAGE DE METZ

BAILLIAGES PRINCIPAUX RÉDUITS À METZ :
METZ, THIONVILLE, SARRELOUIS, LONGWY, SARREBOURG avec
PHALSBOURG pour secondaire

145

8 députés

CLERGÉ

THIÉBAULT François-Martin

(mort en 1795)
Curé de Sainte-Croix de Metz

D'abord partisan des idées nouvelles, s'opposa à l'abolition des privilèges et à l'emprunt sur les biens du clergé, et démissionna le 4 novembre 1789 avant de s'exiler en Allemagne.

BROUSSE Jean-Mathias

(1735 - 1795)
Curé de Volkrange

Rejoignit le tiers état et prêta le serment civique.

NOBLESSE

CUSTINE Adam-Philippe, comte de

(1740 - 1793)
Maréchal de camp et commandant de Toulon

Partisan des réformes, il défendit la déclaration des Droits. Vota cependant contre l'aliénation des biens du clergé et les mesures relatives aux émigrés. Mena victorieusement campagne à la tête des armées du Rhin, mais dut se replier après avoir été battu à Bingen. Alors qu'il venait d'être nommé commandant de l'armée du Nord, il fut traduit devant le tribunal révolutionnaire pour avoir "abandonné Mayence, trahi la République et aspiré à la tyrannie". Malgré une défense courageuse, il fut condamné à mort le 27 août 1793 et exécuté le lendemain.

WOLTER de NEUBOURG, Benoît-Nicolas de

(1726 - 1804)
Maréchal de camp

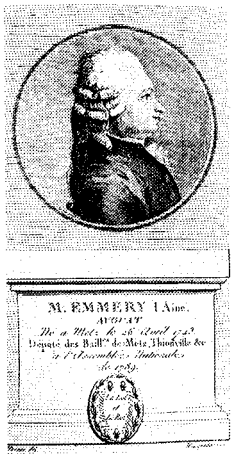
Son élection fut invalidée, puis confirmée le 10 juillet 1789. Suivit la majorité de son ordre et abandonna ses droits de péage après la nuit du 4 août; préféra toutefois se cacher pendant la Terreur.

145 BAILLIAGE DE METZ

BAILLIAGES PRINCIPAUX RÉDUITS À METZ :
METZ, THIONVILLE, SARRELOUIS, LONGWY, SARREBOURG avec
PHALSBOURG pour secondaire

8 députés

TIERS ÉTAT



EMMERY Jean-Louis-Claude

(1742 - 1823)
Avocat à Metz

Élu président de l'Assemblée constituante le 4 janvier 1791. Vota avec la majorité de l'Assemblée et manifesta une scrupuleuse attention à l'exécution des décisions de l'Assemblée, notamment pour les arrêtés pris dans la nuit du 4 août. Joua un très grand rôle dans la réorganisation des armées françaises. Réclama une loi sur la liberté de la presse. En matière judiciaire, il fit voter le principe des "circonstances atténuantes" et proposa l'amnistie des galériens. Élu le 16 mai 1791 juge au tribunal de cassation, il s'occupa exclusivement de ces fonctions et fut envoyé, le 10 mai 1792, par ce corps pour présenter à la Législative le compte rendu des travaux de la première année d'exercice. Déclaré suspect sous la Terreur, il fut ensuite élu député de la Seine au Conseil des Cinq-Cents où il siégea dans les rangs des modérés. Favorable au coup d'État du 18 brumaire, il devint conseiller d'État, puis sénateur, enfin comte d'Empire. Ayant voté la déchéance de l'empereur, il fut nommé pair de France et revint au palais du Luxembourg sous la Restauration.

RONDEVILLE, François-Mathieu de

(1728 - 1809)
Avocat à Metz

Signa le serment du Jeu de Paume et vota silencieusement avec la majorité. Devint par la suite officier municipal de Metz, puis administrateur de la Moselle et juge d'appel.

LASALLE Nicolas-Théodore-Antoine-Adolphe

(né en 1762)
Lieutenant général au bailliage de Sarrelouis

Son nom ne figure pas au *Moniteur.*

BAILLIAGE DE METZ

BAILLIAGES PRINCIPAUX RÉDUITS À METZ :
METZ, THIONVILLE, SARRELOUIS, LONGWY, SARREBOURG avec PHALSBOURG pour secondaire

8 députés

TIERS ÉTAT

CLAUDE Laurent-Gabriel

(né en 1754)
Avocat à Longwy

Vota avec la majorité. Aurait été pendu vers septembre 1792, au cours d'émeutes en Moselle.

SUPPLÉANT AYANT SIÉGÉ

CLERGÉ

JENOT Jean-François

(né en 1736)
Curé de Chesny

Admis en remplacement de Thiébault, démissionnaire. N'eut pas de rôle parlementaire important.

146 BAILLIAGE DE TOUL

BAILLIAGES PRINCIPAUX RÉDUITS À TOUL :
TOUL, VIC

4 députés

CLERGÉ

BASTIEN Christophe-Claude-Nicolas

(1753 - 1790)
Curé de Xueilley

Elu le 7 avril 1789, il mourut le 24 mai 1790, pendant la session de l'Assemblée. Le *Moniteur* est muet sur son compte.

NOBLESSE

RENNEL Joseph-Balthazar, comte de

(1726 - 1795)
Ancien officier, chevalier de Saint-Louis

Refusa de délibérer autrement que par ordre et démissionna le 4 mars 1790.

TIERS ÉTAT

MAILLOT Claude-Pierre

(1744 - 1824)
Lieutenant général au bailliage de Toul et procureur du roi

Connu pour avoir demandé qu'on fasse mention de la religion dans la déclaration des Droits de l'Homme.

GÉRARD Jacques-Nicolas

(né en 1739)
Avocat à Vic-sur-Seille

Nommé adjoint du doyen des Communes, il vota avec la majorité réformatrice.

BAILLIAGE DE TOUL

BAILLIAGES PRINCIPAUX RÉDUITS À TOUL :
TOUL, VIC

146

4 députés

SUPPLÉANTS AYANT SIÉGÉ

CLERGÉ

CHATRIANT Laurent

(1732 - 1814)
Curé de Saint-Clément

Admis à siéger le 28 juin 1790 en remplacement de Bastien, décédé. Il ne joua à l'Assemblée constituante qu'un rôle très effacé.

NOBLESSE

ALENÇON Mathias, comte d'

(1724 - 1794)
Seigneur de Neuville-sur-Ornain

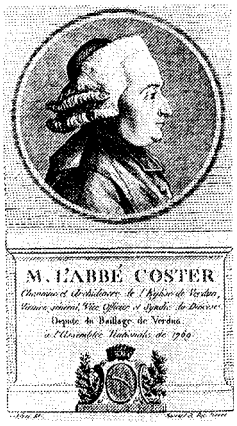
Admis à siéger le 14 mars 1790 en remplacement du comte de Rennel, démissionnaire. Siègea à droite mais ne prit jamais la parole. Accusé d'intelligence avec les émigrés, fut guillotiné le 15 avril 1794.

147 BAILLIAGE DE VERDUN

BAILLIAGES PRINCIPAUX RÉDUITS À VERDUN :
VERDUN avec MARVILLE pour secondaire, CLERMONT-EN-ARGONNE

4 députés

CLERGÉ



COSTER Sigisbert-Etienne

(1734 - 1825)
Grand-vicaire et chanoine de Verdun, archidiacre d'Argonne

Avait prononcé l'oraison funèbre de la reine Marie Leczinska. Siègea à droite. Dut prendre la fuite pour avoir été nommé administrateur provisoire de Verdun par les Prussiens en 1792, et ne rentra en France qu'après le Concordat.

NOBLESSE

POÜILLY Albert-Louis, baron de

(1731 - 1795)
Maréchal de camp, chevalier de Saint-Louis

S'opposa à la réunion des trois ordres et au vote par tête. Démissionna le 30 mai 1790. Arrêté en août 1791, il ne s'en réclama pas moins de l'Assemblée qui ordonna de le libérer.

TIERS ÉTAT

DEULNEAU Jacques-Charles-François

(né en 1750)
Lieutenant de maréchaussée à Verdun

Démissionna dès le 27 août 1789 pour raison de santé.

DUPRÉ de BALLAY Marie-Alexandre

(1757 - 1829)
Procureur du roi au bailliage de Varennes-en-Clermontois

Démissionna le 14 janvier 1790. Son rôle fut effacé.

BAILLIAGE DE VERDUN

BAILLIAGES PRINCIPAUX RÉDUITS À VERDUN :
VERDUN avec MARVILLE pour secondaire, CLERMONT-EN-ARGONNE

147

4 députés

*SUPPLÉANTS AYANT SIÉGÉ**

GILLON Jean-Nicolas

(1750 - 1792)
Avocat à Verdun

Admis à siéger le 23 septembre 1789 en remplacement de Deulneau, démissionnaire. Devint ensuite président du tribunal criminel de la Meuse. Tué pendant le siège de Verdun par les Prussiens.

LOISON François

(né en 1745)
Prévôt à Damvillers

Admis à siéger le 19 août 1790 en remplacement du baron de Poüilly, démissionnaire. Partisan des réformes. Exerça des fonctions judiciaires après la Constituante.

GEORGES Robert-François

(1741 - 1804)
Conseiller du roi à Varennes

Admis à siéger le 14 janvier 1790 en remplacement de Dupré de Ballay, démissionnaire. Maire de Varennes au moment de la fuite du roi, il présenta à la Constituante les gardes nationaux de sa ville, dont son fils était commandant. Emprisonné par les Prussiens, il fut échangé contre le secrétaire du roi de Prusse qui avait été fait prisonnier.

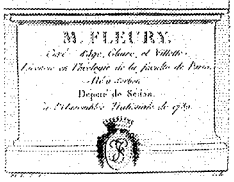
**Elections faites le 12 décembre 1789 sans distinction d'ordres, conformément aux décrets de l'Assemblée nationale*

148 BAILLIAGE DE SEDAN

BAILLIAGES PRINCIPAUX RÉDUITS À SEDAN :
SEDAN avec CHATEAU-REGNAULT pour secondaire, MOUZON, MOHON, CARIGNAN avec MONTMEDY pour secondaire

4 députés

CLERGÉ



FLEURY Jean

Curé d'Iges, bachelier en Sorbonne

Rôle effacé sous la Constituante. Mourut en émigration.

NOBLESSE

ESTAGNIOL, Nicolas-Louis d'

(1741 - 1820)
Ancien capitaine de cavalerie

Suivit le parti de la cour mais, après la fuite du roi, fit acte d'obéissance à l'autorité de l'Assemblée et prêta le serment militaire en tant que colonel de la garde nationale.

TIERS ÉTAT

DOURTHE Jean-Baptiste

(né en 1738)
Commissaire du roi à Sedan

Démissionna pour raison de santé le 8 octobre 1789.

MILLET de LA MAMBRE Jean-François

(1736 - 1815)
Lieutenant général au bailliage de Sedan

Prêta le serment du Jeu de Paume et fit partie du comité de l'agriculture et du commerce. Fut le plus souvent en congé. Devint juge au tribunal civil de Charleville en l'an VIII.

BAILLIAGE DE SEDAN

BAILLIAGES PRINCIPAUX RÉDUITS À SEDAN :
SEDAN avec CHATEAU-REGNAULT pour secondaire, MOUZON, MOHON,
CARIGNAN avec MONTMEDY pour secondaire

148

4 députés

SUPPLÉANT AYANT SIÉGÉ

TIERS ÉTAT

MANGIN Jean-Nicolas

(1744 - 1809)
Maire de Mouzon

Admis à siéger le 3 décembre 1789, en remplacement de Dourthe, démissionnaire. Fut presque toujours en congé et n'eut qu'un rôle parlementaire sans importance.

149 BAILLIAGE DE NANCY

BAILLIAGES PRINCIPAUX RÉDUITS À NANCY :
NANCY, LUNÉVILLE, BLAMONT, ROZIÈRES, VEZELISE, NOMENY

8 députés

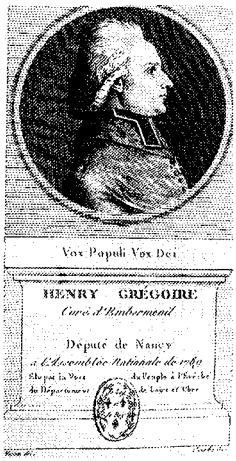
CLERGÉ

LA FARE, Anne-Louis-Henri de

(1752 - 1829)

Evêque de Nancy, primat de Lorraine

Appartenait à une ancienne famille du Bas-Languedoc. Études à Paris ; camarade de Talleyrand au collège, au séminaire et à la Sorbonne. A l'issue de la messe du Saint-Esprit célébrée pour l'ouverture des États-Généraux, prononça le discours d'usage. S'opposa par la plume et la parole aux réformes. En février 1790, fit déclarer que la religion catholique, apostolique et romaine était la religion de l'État et protesta contre l'abolition des ordres religieux. Vota contre l'admission des juifs aux droits de citoyens actifs. Émigra à Trêves, puis en Autriche, où il remplit pour le compte de Louis XVIII diverses missions auprès de la cour de Vienne. Revint en France en 1814. Archevêque de Sens en 1817 ; pair de France en 1822 ; cardinal en 1823 ; présida aux cérémonies du sacre de Charles X.



GRÉGOIRE Baptiste-Henri

(1750 - 1831)

Curé d'Embermesnil

Homme lettré, il fonda une bibliothèque publique dans son presbytère. En 1778, lauréat d'un concours lancé par l'académie de Metz pour son "*Essai sur la régénération physique, morale et politique des juifs*". Aux États-Généraux, oeuvra à la réunion des trois ordres. Prêta le serment du Jeu de Paume et est immortalisé sur le tableau de David. Lors de la séance royale du 23 juin 1789, fut de ceux qui formèrent le premier noyau du "Club breton", devenu plus tard le Club des Jacobins. Présida la séance les 12, 13, 14 juillet 1789. "Prêtre jusqu'au bout des ongles" (Thibaudeau), réclama, dans le débat sur la déclaration des Droits de l'Homme, l'élaboration d'une déclaration des devoirs et la mention explicite du nom de Dieu "car si l'homme a des droits, il faut parler de Celui dont il les tient et qui lui imprime des devoirs". La nuit du 4 août, fut l'un des plus ardents à voter l'abolition des privilèges. Défendit à l'Assemblée la cause des juifs et des hommes de couleur. Combattit le veto absolu du roi. Prit la défense des ordres religieux. Partisan de la constitution civile du clergé, prêta serment le premier. Combattit le cens électoral. Évêque constitutionnel de Blois en 1790. Membre de la Convention, où il se prononça pour la mise en jugement de Louis XVI mais demanda l'abolition de la peine de mort. Député au Conseil des Cinq-Cents sous le Directoire ; après le coup d'État de brumaire, député au Corps Législatif, puis membre du Sénat conservateur. Comte de l'Empire en 1808. Député de 1819 à 1824.

BAILLIAGE DE NANCY

BAILLIAGES PRINCIPAUX RÉDUITS À NANCY :
NANCY, LUNÉVILLE, BLAMONT, ROZIÈRES, VEZELISE, NOMENY

149

8 députés

NOBLESSE

LUDRE de FROLOIS Charles-Louis, comte de

(1739 - 1798)
Maréchal de camp

Appartenait à une ancienne famille française, branche cadette de la maison des premiers ducs souverains de Bourgogne, établie en Lorraine depuis le XIIIème siècle. Vota constamment avec la minorité, signa les protestations de septembre 1791. Émigra et mourut à Munich.

BOUFFLERS Stanislas-Jean, marquis de

(1738 - 1815)
Chevalier de Malte, maréchal de camp

Destiné à l'état ecclésiastique, avait refusé de se faire prêtre et avait embrassé le métier des armes. Envoyé comme gouverneur à Saint-Louis, au Sénégal, à la suite d'une chanson sur Marie-Antoinette ; de retour en France, s'adonna à la poésie légère et bénéficia de l'amitié de Voltaire. Après son élection, fut l'un des fondateurs du club des Impartiaux (1791) ; fit décréter la propriété des brevets des inventions et des découvertes ; demanda des encouragements pour les arts et les sciences. Après le 10 août 1792, émigra à Berlin. Rayé de la liste des émigrés en 1800, rentra en France et reprit ses occupations littéraires.

TIERS ÉTAT

REGNIER Claude-Ambroise

(1746 - 1814)
Avocat à Nancy

Prêta le serment du Jeu de Paume. Membre de la commission de législation. Après la fuite du roi, envoyé comme commissaire dans les départements du Rhin pour y recevoir le serment des troupes. Siègea au comité de Constitution. Demanda la peine de mort contre les falsificateurs d'assignats. Député au Conseil des Anciens sous le Directoire. Membre du Sénat conservateur sous le Consulat ; fut l'un des rédacteurs du code civil. Nommé par Bonaparte ministre de la Justice, fonctions qu'il conserva jusqu'en 1813. Créé comte de l'Empire en 1808, et duc de Massa di Carrara en 1809.

149 BAILLIAGE DE NANCY

BAILLIAGES PRINCIPAUX RÉDUITS À NANCY :
NANCY, LUNÉVILLE, BLAMONT, ROZIÈRES, VEZELISE, NOMENY

8 députés

TIERS ÉTAT

SALLE Jean-Baptiste

(1759 - 1794)
Médecin à Vezelize

Siègea dans la majorité réformatrice. Membre des comités des rapports et de santé ; secrétaire de l'Assemblée (février 1791). Devint administrateur de la Meurthe en septembre 1791. Membre de la Convention. Au procès de Louis XVI, soutint le premier l'appel au peuple. Compromis avec les Girondins, fut mis hors-la-loi en juillet 1793; se réfugia avec ses amis dans le Calvados, puis près de Bordeaux. Arrêté le 19 juin 1794, monta sur l'échafaud le lendemain.

PRUGNON Louis-Pierre-Joseph

(1745 - 1828)
Avocat à Nancy

Siègea dans la majorité, prêta le serment du Jeu de Paume. Membre du comité des rapports, commissaire à la fabrication des assignats. Prit une assez grande part aux délibérations. Grand admirateur de Montesquieu. En 1815, nommé maître des requêtes en service extraordinaire par le gouvernement de la Restauration.

REGNEAULT Charles

(1755 - 1811)
Avocat du roi à Lunéville

Prêta le serment du Jeu de Paume. Membre du comité des rapports, secrétaire de l'Assemblée (octobre 1790). Administrateur de la Meurthe sous le Directoire. Nommé président du tribunal civil de Nancy par le gouvernement consulaire.

BAILLIAGE DE MIRECOURT

150

8 députés

BAILLIAGES PRINCIPAUX RÉDUITS À MIRECOURT :
MIRECOURT, CHARMES, CHÂTEL-SUR-MOSELLE, DARNEY, NEUFCHATEAU, SAINT-DIÉ, EPINAL, BRUYÈRES, REMIREMONT

CLERGÉ

GALLAND Joseph-Nicolas

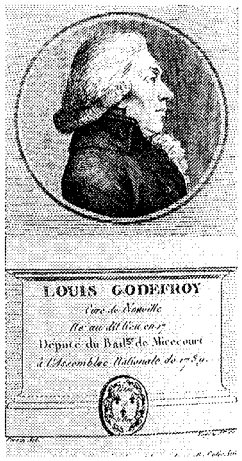
(1738 - 1793)
Curé de Charmes

Refusa de prêter le serment civique, émigra et mourut en Allemagne.

GODEFROY Charles-Louis

(1740 - 1822)
Curé de Nonville

Vota avec la droite, refusa de prêter le serment civique, et émigra. De retour en France, devint sous la Restauration chanoine à Versailles.



NOBLESSE

TOUSTAIN VIRAY Joseph-Maurice, comte de

(1728 - 1809)
Maréchal de camp, chevalier de Saint-Louis

Entré dans les armées du roi, avait fait toutes les campagnes du règne de Louis XV. Prit plusieurs fois la parole, notamment pour demander un traitement pour les députés, et sur l'organisation de l'armée. Après la fuite du roi, prêta le nouveau serment militaire, et prétendit avoir averti plusieurs députés de cette évasion. Sa carrière politique s'interrompit avec la Constituante.

MENONVILLE, François-Louis THIBAULT de

(1740 - 1816)
Seigneur de Sambroch, maréchal de camp, chevalier de Saint-Louis

Adjoint au comité de la marine, défendit le décret sur les colonies; dans les débats sur la Constitution, réclama pour le roi le droit de grâce. Conseiller municipal de Mirecourt sous l'Empire.

150 BAILLIAGE DE MIRECOURT

BAILLIAGES PRINCIPAUX RÉDUITS À MIRECOURT :
MIRECOURT, CHARMES, CHÂTEL-SUR-MOSELLE, DARNEY, NEUFCHATEAU, SAINT-DIÉ, EPINAL, BRUYÈRES, REMIREMONT

8 députés

TIERS ÉTAT

FRICOT François-Firmin

(1746 - 1829)
Procureur du roi au ,bailliage de Remiremont

Assista au serment du Jeu de Paume. Administrateur du district et juge au tribunal de Remiremont (1790) ; administrateur du département des Vosges (septembre 1791) ; haut-juré des Vosges (1792). Siègea à la Convention en remplacement de Bresson. Membre du Conseil des Cinq-Cents sous le Directoire. Se retira en 1802 dans le Loiret et devint maire de Saint-Firmin. Nommé en 1819 juge de paix à Château-Renard. En 1818, autorisé à s'appeler désormais Frecot.

PETITMENGIN Charles-François

(1735 - 1794)
Procureur du roi à Saint-Dié

Vota avec la majorité. Désigné en septembre 1791 comme deuxième haut-juré pour les Vosges. Maire de Saint-Dié en 1794, année de sa mort.

CHANTAIRE Pierre-Laurent

(1743 - 1814)
Conseiller au bailliage de Mirecourt

Siègea dans la majorité. En 1791, demanda la réduction du traitement des ministres et souhaita "qu'aucun membre du Corps législatif ne pût aller prendre le commandement des armées sans en avoir obtenu l'autorisation de la législature". Élu premier haut-juré des Vosges en septembre 1791. Nommé commissaire près le tribunal civil de Mirecourt en l'an VIII.

CHERIER Jean-Claude

(1752 - 1823)
Lieutenant général au bailliage de Neufchâteau

Vota avec la majorité. Siègea à la Convention en remplacement de Noël. Membre du Conseil des Cinq-Cents sous le Directoire. Membre du Corps Législatif de l'an VIII à 1815, et nommé en l'an XI sous-préfet de Neufchâteau. Député de 1815 à 1816.